A°. 1892  N°. 11.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING

van den 16 Mei 1892 No. 298,

waarbij de opneming in het Publicatie-blad wordt bevolen van het op den 4 Juli 1891 te Weenen *gesloten Algemeen Postverdrag, met het het daarbij behoorend slotprotocol, en de vertaling daarvan.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen hebbende de missive dd. 19 April jl. Lett. A3. No. 32/87 van den Minister van Koloniën, ten geleide strekkende van het op den 4 Juli 1891 te *Weenen* gesloten Algemeen Postverdrag, met het daarbij behoorend slotprotocol, en de vertaling daarvan, met opdracht die in het Publicatie-blad te doen opnemen.

Heeft de opneming daarvan in het Publicatieblad bevolen.

Willemstad, den 16n. Mei 1892.

BARGE.

De Gouvernements Secretaris,
HELLMUND.

Uitgegeven den 24n. Mei 1892.
De Gouvernements Secretaris,
HELLMUND.

Union Postale Universelle.

CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE CONCLUE ENTRE

l'Allemagne et les Protectorats Allemands, les États-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la République de Colombie, l'État Indépendant du Congo, la Répu-

blique de Costa-Rica, le Danemark et les Colonies Danoises, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, la France et les Colonies Françaises, la Grande-Bretagne et diverses Colonies Brittaniques, les Colonies Brittaniques d'Australasie, le Canada, l'Inde Brittanique, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, le Royaume d'Hawaï, la République du Honduras, l'Italie, le Japon, la République de Liberia, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises, le Pérou, la Perse, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie, le Salvador, la Serbie, le Royaume de Siam, la République Sud-Africane, la Suède, la Suisse, la Régence de Tunis, la Turquie, l'Uruguay et les États-Unis de Vénézuela.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays cidessus énumérés, s'étant réunis en Congrès à Vienne, en vertu de l'article 19 de la Convention postale universelle, conclue à Paris le 1er juin 1878, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratificacion, revisé ladite Convention, ainsi que l'acte additionnel y relatif conclu à Lisabonne le 21 mars 1885, conformément aux dispositions suivantes.

Article 1.

Les pays entre lesquels est conclue la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront ultérieurement, forment, sous la dénomination d'*union postale universelle*, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances entre leurs bureaux de poste.

Article 2.

Les dispositions de cette Convention s'étendent aux lettres, aux cartes postales simples et avec réponse payée, aux imprimés de toute nature, aux papiers d'affaires et aux échantillons de marchandises originaires de l'un des pays de l'Union et à destination d'un autre de ces pays. Elles s'appliquent également à l'échange postal des objets ci-dessus entre les pays de l'Union et les pays étrangers à l'Union, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des parties contractantes, au moins.

Article 3.

1. Les Administrations des postes des pays limitrophes ou aptes à correspondre directement entre eux sans emprunter l'intermédiaire de service d'une tierce Administration, déterminent, d'un commun accord, les conditions du ransport de leurs dépêches réciproques à travers la frontière ou d'une frontière à l'autre.

2. A moins d'arrangement contraire, on considère comme services tiers les transports maritimes effectués directement

entre deux pays, au moyen de paquebots ou bâtiments dépendant de l'un d'eux, et ces transports, de même que ceux effectués entre deux bureaux d'un même pays, par l'intermediare de services maritimes ou territoriaux dépendant d'un autre pays, sont régis par les dispositions de l'article suivant.

Article 4.

1. La Liberté du transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

2. En conséquence, les diverses Administrations postales de l'Union peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service postal.

3. Les correspondances échangées, soit à découvert, soit en dépêches closes, entre deux Administrations de l'Union, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres Administrations de l'Union, sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit suivants, savoir:

1°. pour les parcours territoriaux, 2 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et 25 centimes par kilogramme d'autres objets;

2°. pour les parcours maritimes, 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et 1 franc par kilogramme d'autres objets.

4. Il est toutefois entendu:

1°. que partout où le transit est déjà actuellement gratuit ou soumis à des conditions plus avantageuses, ce régime est maintenu, sauf dans le cas prévu au chiffre 3°. ci-après;

2°. que partout où les frais de transit maritime sont fixés actuellement à 5 francs par kilogramme de lettres ou de cartes postales, et à 50 centimes par kilogramme d'autres objets, ces prix sont maintenus;

3°. que tout parcours maritime n'exédant pas 300 milles marins est gratuit, si l'Administration intéressé a déjà droit, du chef des dépêches ou correspondances bénéficiant de ce parcours, à la rénumération afférente au transit territorial; dans le cas contraire, il est rétribué à raison de 2 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 25 centimes par kilogramme d'autres objets;

4°. que, en cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs Administrations, les frais du parcours total ne peuvent dépasser 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets; ces frais, le cas échéant, sont répartis entre ces Adminis-

tions au prorata des distances parcourues, sans préjudice des arrangements différents entre les parties intéressées :

5°. que les prix spécifiés au présent article ne s'appliquent, ni aux transports au moyen de services dépendant d'Administrations étrangères à l'Union, ni aux transports dans l'Union au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus por une Administration, soit dans l'intérêt, soit sur la demande d'une ou de plusieurs autres Administrations. Les conditions de ces deux catégories de transports sont réglées de gré à gré entre les Administrations intéressées.

5. Les frais de transit sont à la charge de l'Administration du pays d'origine.

6. Le décompte général de ces frais a lieu sur la base de relevés établis tous les trois ans, pendant une période de 28 jours à déterminer dans le Règlement d'exécution prévu par l'article 20 ci-après.

7. Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime, la correspondance des administrations postales entre elles, les cartes postales-réponse renvoyées au pays d'origine, les objets réexpédiés ou mal dirigés, les rebuts, les avis de réception, les mandats de poste et tous autres documents relatifs au service postal.

Article 5.

1. Les taxes pour le transport des envois postaux dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays de l'Union où le service de distribution est ou sera organisé, sont fixées comme suit :

1°. pour les lettres, à 25 centimes en cas d'affranchissement, et au double dans le cas contraire. par chaque lettre et par chaque poids de 15 grammes ou fraction de 15 grammes ;

2°. pour les cartes postales, à 10 centimes pour la carte simple ou pour chacune des deux parties de la carte avec réponse payée.

Les cartes postales non affranchies sont soumises à la taxe des lettres non affranchies ;

3°. pour les imprimés de toute nature, les papiers d'affaires et les échantillons de marchandises, à 5 centimes par chaque objet ou papuet portant une adresse particulière et par chaque poids de 50 grammes ou fraction de 50 grammes, pourvu que cet objet ou paquet ne contienne aucune lettre ou note manuscrite ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, et soit conditionné de manière à pouvoir être facilement vérifié.

La taxe des papiers d'affaires ne peut être inférieure à 25

centimes par envoi, et la taxe des échantillons ne peut être inférieure à 10 centimes par envoi.

2. Il peut être perçu, en sus des taxes fixées par le paragraphe précédent:

1°. pour tout envoi soumis à des frais de transit maritime de 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 1 franc par kilogramme d'autres objets et dans toutes les relations auxquelles ces frais de transit sont applicables, une surtaxe uniforme qui ne peut pas dépasser 25 centimes par port simple pour les lettres, 5 centimes par carte postale et 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes pour les autres objets ;

2°. pour tout objet transporté par des services dépendant d'Administrations étrangères à l'Union ou par des services extraordinaires dans l'Union, donnant lieu à des frais spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.

3. En cas d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'insuffisance, sans que cette taxe puisse dépasser celle qui est perçue dans le pays de destination sur les correspondances non affranchies de même nature, poids et origine.

4. Les objets autres que les lettres et les cartes postales doivent être affranchis au moins partiellement.

5. Les paquets d'échantillons de marchandises ne peuvent renfermer aucun objet ayant une valeur marchande ; ils ne doivent pas dépasser le poids de 250 grammes, ni présenter des dimensions supérieures à 30 centimètres en longueur et 20 centimètres en largeur et 10 centimètres en épaisseur ou, s'ils ont la forme de rouleau, à 30 centimètres de longueur et 15 centimètres de diamètre. Toute fois, les Administrations des pays intéressés sont autorisées à adopter de commun accord, pour leurs échanges réciproques, des limites de poids ou de dimensions supérieures à celles fixées ci-dessus.

6. Les paquets de papiers d'affaires et d'imprimés ne peuvent pas dépasser le poids de 2 kilogrammes, ni présenter, sur aucun de leurs côtés, une dimension supérieure à 45 centimètres. On peut, toutefois, admettre au transport par la poste les paquets en forme de rouleau dont le diamètre ne dépasse pas 10 centimètres et dont la longueur n'excède pas 75 centimètres.

Article 6.

1. Le objets désignés dans l'article 5 peuvent être expédiés sous recommandation.

2. Tout envoi recommandé est passible, à la charge de l'envoyeur :

1°. du prix d'affranchissement ordinaire de l'envoi, selon sa nature ;

2°. d'un droit fixe de recommandation de 25 centimes au maximum, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expéditeur.

3. L'envoyeur d'un objet recommandé peut obtenir un avis de réception de cet objet, en payant d'avance un droit fixe de 25 centimes au maximum.

Article 7.

1. Les correspondances recommandées peuvent être expédiées gravées de remboursement jusqu'au montant de 500 francs dans les relations entre les pays dont les Administrations conviennent d'introduire ce service. Ces objets sont soumis aux formalités et aux taxes des envois recommandés.

2. Le montant encaissé du destinataire doit être transmis à l'envoyeur au moyen d'un mandat de poste, après déduction de la taxe des mandats ordinaires et d'un droit d'encaissement de 10 centimes.

Article 8.

1. En cas de perte d'un envoi recommandé et sauf le cas de force majeure, l'expéditeur ou, sur sa demande, le destinataire a droit à une indemnité de 50 francs.

2. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte a eu lieu.

3. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante. Pour les envois adressés poste restante, la responsabilité cesse par la délivrance à une personne qui a justifié, suivant les règles en vigueur dans les pays de destination, que ses nom et qualité sont conformes aux indications de l'adresse.

4. Le paiement de l'indemnité par l'Office expétiteur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'Office responsable est tenu de rembourser sans retard, à l'Office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci. Dans le cas où l'Office responsable aurait notifié à l'Office expéditeur de ne point effectuer le paiement, il devrait rembourser à ce dernier Office les frais qui seraient la conséquence du non-paiement.

5. Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an, à partir du dépôt à la poste de l'envoi recom-

mande; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

6. Si la perte a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit posible d'établir sur le territoire de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales.

7. Les Administrations cessent d'être responsables des envois recammandés dont les ayants droit ont donné reçu et pris livraison.

Article 9.

1. L'expéditeur d'un objet de correspondence peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse, tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire.

2. La demande à formuler à cet effet est transmise par voie postale ou par voie télégraphique aux frais de l'expéditeur, qui doit payer, savoir:

1°. pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre simple recommandée;

2°. pour toute demande par voie télégraphique, la taxe du télégramme d'après le tarif ordinaire.

3. Les dispositions du présent article ne sont pas obligatoires pour les pays dont la législation ne permet pas à l'expéditeur de disposer d'un envoi en cours de transport.

Article 10.

Ceux des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire fixent leurs taxes à l'équivalent, dans leur monnaie respective des taux déterminés par les articles 5 et 6 précédents. Ces pays ont la faculté d'arrondir les fractions conformément au tableau inséré au Règlement d'exécution mentionné à l'article 20 de la présente Convention.

Article 11.

1. L'affranchissement de tout envoi quelconque ne peut être opéré qu'au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers. Toutefois, sont également considérées comme dûment affranchies les cartes-réponse portant des timbres-poste du pays d'émission de ces cartes.

2. Les correspondances officielles relatives au service des postes et échangées entre les Administrations postales sont seules exemptées de cette obligation et admises à la franchise.

3. Les correspondances déposées en pleine mer à la boîte d'un paquebot ou entre les mains des commandants de navires peuvent être affranchies au moyen des timbres-poste et d'après le tarif du pays auquel appartient ou dont dépend ledit paquebot. Si le dépôt à bord a lieu pendant le sta-

tionnement aux deux points extrêmes du parcours ou dans l'une des escales intermédiaires, l'affranchissement n'est valable qu'autant qu'il est effectué au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays dans les eaux duquel se trouve le paquebot.

Article 12.

1. Chaque Administration garde en entier les sommes qu'elle a perçues en exécution des articles 5, 6, 7, 10 et 11 précédent, sauf la bonification due pour les mandats prévus au paragraphe 2 de l'article 7.

2. En conséquence, il n'y a pas lieu, de ce chef, à un décompte entre les diverses Administrations de l'Union, sous réserve de la bonification prévue au paragraphe 1 du présent article.

3. Les lettres et autres envois postaux ne peuvent, dans le pays d'origine, comme dans celui de destination, être frappées, à chargé de la expéditeurs ou des destinataires, d'aucune taxe ni d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les articles susmentionnés.

Article 13.

1. Les objets de correspondance de toute nature sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicilie par un porteur spécial inmédiatement après l'arrivée, dans les pays de l'Union qui consentent à se charger de ce service dans leurs rélations réciproques.

2. Ces envois, qui sont qualifiés "expres", sont soumis à une taxe spéciale de remise à domicile: cette taxe est fixée à 30 centimes et doit être acquittée complètement et à l'avance, par l'expéditeur, en sus du port ordinaire. Elle est acquise à l'Administration du pays d'origine.

3. Lorsque l'objet est destiné à une localité où il n'existe pas de bureau de poste, l'Administration des postes destinataire peut percevoir une taxe complémentaire, jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par exprès dans son service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur, ou de son équivalent dans la monnaie du pays qui perçoit ce complement.

4. Les objets exprès non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance sont distribués par les moyens ordinaires.

Article 14.

1. Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition d'envois postaux dans l'intérieur de l'Union.

2. Les correspondances tombées en rebut ne donnent pas lieu à restitution des droits de transit revenant aux Admini-

strations intermédiaires, pour le transport antérieur desdites correspondances.

3. Les lettres et les cartes postales non affranchies et les correspondances de tout nature insuffisamment affranchies, qui font retour au pays d'origine par suite de réexpédition ou de mise en rebut, sont passibles, à la charge des destinataires ou des expéditeurs, des mêmes taxes que les objets similaires directement adressés du pays de la première destination au pays d'origine.

Article 15.

1. Des dépêches closes peuvent être échangées entre les bureaux de poste de l'un des pays contractants et les commandants de divisions navales ou bâtiments de guerre de ce même pays en station à l'étranger, par l'intermédiaire des services territoriaux ou maritimes dépendant d'autres pays.

2. Les correspondances de toute nature comprises dans ces dépêches doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des états-majors et des équipages des bâtiments destinataires ou expéditeurs des dépêches ; les tarifs et conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après ses règlements intérieurs, par l'Administration des postes du pays auquel appartiennent les bâtiments.

3. Sauf arrangement contraire entre les Offices intéressés, l'Office postal expéditeur ou destinataire des depêches dont il s'agit est redevable, envers les Offices intermédiaires, de frais de transit calculés conformément aux dispositions de l'article 4.

Article 16.

1. Il n'est pas donné cours :

a. aux papiers d'affaires, échantillons et imprimés qui ne sont pas affranchis au moins partiellement ou qui ne sont pas conditionnés de façon à permettre une vérification facile du contenu ;

b. aux objets de mêmes catégories qui dépassent les limites de poids et de dimensions fixées à l'article 5;

c. aux échantillons de marchandises ayant une valeur marchande.

2. Le cas échéant, les envois mentionnés au paragraphe précédent doivent être renvoyés au timbre d'origine et remis, s'il est possible, à l'expéditeur.

3. Il est interdit :

1°. d'expédier par la poste :

a. des échantillons et autres objets qui, par leur nature, peuvent présenter du danger pour les agents postaux, salir ou déterriorer les correspondances ;

b. des matières explosibles, inflammables ou dangereuses ; des animaux et insectes, vivants ou morts, sauf les exceptions prévues au Règlement de détail.

2°. d'insérer dans les correspondances ordinaires ou recommandées consignées à la poste :

a. des pièces de monnaie ayant cours ;

b. des objets passibles des droits de douane ;

c. des matières d'or ou d'argent, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux, mais seulement dans le cas où leur insertion ou expédition serait défendue d'après la législation des pays intéressés.

4. Les envois tombant sous les prohibitions du paragraphe 3 qui précède et qui auraient été à tort admis à l'expédition, doivent être renvoyés au timbre d'origine, sauf le cas où l'Administratión du pays de destination serait autorisée par sa législation ou par ses règlements intérieurs à en diposer autrement.

5. Est d'ailleurs réservé le droit du Gouvernement de tout pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport ou la distribution, tant des objets jouissant de la modération de taxe à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays, que des correspondances de toute nature qui portent ostensiblement des inscriptions, dessine, etc. interdits par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le même pays.

Article 17.

1. Les Offices de l'Union qui ont des relations avec des pays situés en dehors de l'Union, admettent tous les autres Offices de l'Union à profiter de ces relations pour l'échange des correspondances avec lesdits pays.

2. Les correspondance échangées à découvert entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, sont traitées, pour ce qui concerne le transport en dehors des limites de l'Union, d'après les conventions, arrangements ou dispositions particulières régissant les rapports postaux entre ce dernier pays et le pays étranger à l'Union.

3. A l'égard des frais de transit dans le ressort de l'Union les correspondances originaires ou à destination d'un pays étranger sont assimilées á celles de ou pour le pays de l'Union qui entretient les relations avec ce premier pays.

4. A l'égard des frais de transit en dehors des limites de l'Union, les correspondances á destination d'un pays étranger sont soumises, au profit du pays de l'Union qui entretient les relations avec le pays étranger à celle-ci, aux frais de transit suivants, savoir :

a. pour les parcours maritimes en dehors de l'Union, 20 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et 1 franc par kilogramme d'autres objets ;

b. pour les parcours territoriaux en dehors de l'Union, s'il y a lieu, les frais par kilogramme notifiés par le pays de l'Union qui entretient les relations avec le pays étranger servant d'intermédiaire.

5. En cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs Administrations, les frais du parcours maritime total, dans le ressort de l'Union et en dehors de l'Union, ne peuvent dépasser 20 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets; le cas échéant, ces frais sont repartis entre ces administrations au prorata des distances parcourues, sans préjudice des arrangements différents entre les parties intéressées.

6. Les frais de transit en dehors de l'Union mentionnés ci-dessus sont à la charge de l'Administration du pays d'origine. Ils s'appliquent à toutes les correspondances expédiées soit à découvert soit en dépêches closes. Mais dans le cas de dépêches closes envoyées d'un pays de l'Union à destination d'un pays étranger à celle-ci, ou d'un pays étranger à destination d'un pays de l'Union, un arrangement préalable concernant le mode de paiement des frais de transit devra être conclu entre les administrations intéressées.

7. Le décompte général des frais de transit des correspondances échangées entre un pays de l'Union et un pays étranger, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, a lieu sur la base de relevés qui sont établis en même temps que les relevés dressés, en vertu de l'article 4 précédent, pour la fixation des frais de transit dans l'Union.

8. Les taxes à percevoir dans un pays de l'Union sur les correspondances à destination ou provenant d'un pays étranger à l'Union et empruntant l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, ne pourront jamais être inférieures au tarif normal de l'Union. Ces taxes restent acquises en entier au pays qui les perçoit.

Article 18.

Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs législatures respectives, les mesures nécessaires pour punir l'emploi frauduleux, pour l'affranchissement de correspondances de timbres-poste contrefaits ou ayant déjà servi. Elles s'engagent également à prendre, ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour interdire et réprimer les operations frauduleuses de fabrication, vente, colportage ou distribution de vignettes et timbres en usage dans le service des postes, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'Administration d'un des pays adhérents.

Article 19.

Le service des lettres et boîtes avec valeurs déclarées, des

mandats de poste, des colis postaux, des valeurs à recouvrer, des livrets d'identité, des abonnements aux journaux, etc. font l'objet d'arrangements particuliers entre les divers pays ou groupes de pays de l'Union.

Article 20.

1. Les Administrations postales des divers pays qui composent l'Union sont compétentes pour arrêter d'un commun accord, dans un Règlement d'exécution, toutes les mesures d'ordre et de détail qui sont jugées nécessaires.

2. Les différentes Administrations peuvent, en outre, prendre entre elles arrangements nécessaires au sujet des questions qui ne concernent pas l'ensemble de l'Union, pourvu que ces arrangements ne dérogent pas à la présente Convention.

3. Il est toutefois permis aux Administration intéressées de s'entendre mutuellement pour l'adoption de taxes reduites dans un rayon de 30 kilomètres.

Article 21.

1 La présente Convention ne porte point altération à la législation de chaque pays dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans cette Convention.

2. Elle ne restreint pas le droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des traités, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration des relations postales.

Article 22.

1. Est maintenue l'institution, sous le nom de Bureau international de l'Union postale universelle d'un Office central qui fonctionne sous la haute surveillance de l'Administration des postes suisses et dont les frais sont supportés par toutes les Administrations de l'Union.

2. Ce Bureau demeure chargé de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes ; d'émettre, a la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses ; d'instruire les demands en modification des actes du Congrès ; de notifier les changements adoptés, et, en général, de procéder aux études et aux travaux dont il serait saisi dans l'intérèt de l'Union postale.

Article 23.

1. En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union, relativement à l'interprétation de la présente Convention ou à la responsabilité d'une Administration en cas de perte d'un envoi recemmandé, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressée dans l'affaire.

2. La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

3. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

Les dispositions du présent article s'appliquent également à tous les Arrangements conclus en vertu de l'article 19 précédent.

Article 24.

1. Les pays qui n'ont point pris part a la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

2. Cette adhésion est notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la Confédération suisse et, par ce Gouvernement, à tous les pays de l'Union.

3. Elle emporte, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

4. Il appartient au Gouvernement de la Confédération suisse de déterminer, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la part contributive de l'Administration de ce dernier pays dans les frais du Bureau international, et, s'il y a lieu, les taxes à parcevoir par cette Administration en conformité de l'article 10 précédent.

Article 25.

1. Des Congrès de plénipotentiaires des pas contractants ou de simples Conférences administratives, selon l'importance des questions à résoudre, sont réunis, lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers, au moins, des Gouvernements ou Administrations, suivant le cas.

2. Toutefois, un Congrès doit avoir lieu au moins tous les cinq ans.

3. Chaque pays peut se faire représenter, soit par un ou plusieurs délégués, soit par la délégation d'un autre pays. Mais il est entendu que le délégué ou les délégués d'un pays ne peuvent être chargés que de la représentation de deux pays, y compris celui qu'ils représentent.

4. Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

5. Chaque Congrès fixe le lieu de la réunion du prochain Congres.

6. Pour les Conférences, les Administrations fixent les lieux de réunion sur la proposition du Bureau international.

Article 26.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute Administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres Adminiserations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concer-

nant le régime de l'Union.

2. Toute proposition est soumise au precédé suivant:

Un délai de cinq mois est laissée aux Administrations de l'Union pour examiner les propositions et pour faire parvenir au Bureau international, le cas échéant, leurs observations, amendements ou contre-propositions. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations avec l'invitation de se prononcer pour ou contre. Celles qui n'ont point fait parvenir leur vote dans un délai de six mois, à compter de la date de la seconde circulaire du Bureau international leur notifiant les observations apportées, sont considérés comme s'abstenant.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir savoir:

1°. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouveaux articles ou de la modification des dispositions du présente article et des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15, et 18;

2°. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la Convention autres que celles des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15,18 et 26;

3°. la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la Convention, hors le cas de litige prévu à l'article 23 précédent.

4. Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre à tous les Gouvernements des pays contractants, et, dans le troisième cas, par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations de l'Union.

5. Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que deux mois, au moins après, sa notification.

Article 27.

Sont considérés comme formant, pour l'application des articles 22, 25 et 26 précédents, un seul pays ou une seule Administration, suivant le cas:

1°. L'Empire de l'Inde brittanique;
2°. Le Dominion du Canada;
3°. L'ensemble des colonies britaniques de l'Australasie;
4°. L'ensemble des colonies danoises;
5°. L'ensemble des colonies espagnoles;
6°. L'ensemble des colonies françaises;
7°. L'ensemble des colonies néerlandaises;
8°. L'ensemble des colonies portugaises.

Article 28.

La présente Convention sera mise à exécution le 1er juillet

1892 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé ; mais chaque partie contractante a le droit de se retirer de l'Union, moyennant un avertissement donné une année à l'avance par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

Article 29.

1. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes les dispositions des Traités, Conventions, Arrangements ou autres Actes conclus antérieurement entre les divers pays ou Administrations, pour autant que ces dispositions ne seraient pas conciliables avec les termes de la présente Convention, et sans préjudice des droits réservés par l'article 21 ci-dessus.

2. La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Vienne.

3. En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention à Vienne, le quatre juillet mil huit cent quatre-vingt-onze.

Pour l'Allemagne et les protectorats Allemands:
dr. V. STEPHAN.
SACHSE.
FRITSCH.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
N. M. BROOKS.
WILLIAM POTTER.

Pour la République Argentine:
CÁRLOS CALVO.

Pour l'Autriche:
OBENTRAUT.
dr. HOFMANN.
dr. LILIENAU.
HABBERGER.

Pour la Hongrie:
P. HEIM.
S. SCHRIMPF.

Pour la Belgique:
LICHTERVELDE.

Pour la Bolivie:

Pour le Brésil:
LUIZ BETIM PAES LEME

Pour la Bulgarie:
P. M. MATTHEEFF.

Pour le Chili:

Pour la République de Colombie:
G. MICHELSEN.

Pour l'État Indépendant du Congo:
STASSIN.
LICHTERVELDE.
GAKANT
DE CRAËNE.

Pour la République de Costa-Rica:

Pour le Danemark et les Colonies Danoises:
LUND.

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Égypte:
Y.SABA.

Pour l'Équateur:

Pour l'Espangne et les Colonies Espangnoles:
FEDERICO BAS.

Pour la France:
MONTMARIN
I. DE SELVES.
ANSULT.

Pour les Colonies Françaises :
G. GABRIÉ.
Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies Britanniques :
S. A. BLACKWOOD.
H. BUXTON FORMAN.
Pour les Colonies Britanniques d'Australasie :

Pour le Canada :
Pour l'Inde Britannique :
H. M. KISCH.
Pour la Grèce :
J. GEORGANTAS.
Pour le Guatemala :
DR. GOTTHELF MEYER.
Pour la République d'Haïti :

Pour le Royaume d'Hawaï :
EUGÈNE BOREL.
Pour la République du Honduras :

Pour l'Italie :
EMIDIO CHIARADIA.
FELICE SALIVETTO.
Pour le Japon :
INDO.
TUJITA.
Pour la République de Libéria :
BN. DE STEIN.
W. KOENTZER.
C. GOEDELT.
Pour le Luxembourg :
MONGENAST.
Pour le Mexique :
L. BRETON Y VEDRA.
Pour le Monténégro :
OBENTRAUT.
DR. HOFMANN.
DR. LILIENAU.
HABBERGER.
Pour le Nicaragua :
Pour la Norvège :
THB. HEYERDAHL.

Pour le Paraguay :
Pour les Pays Bas :
HOFSTEDE.
BARON VAN DER FELTZ.
Pour les Colonies Néerlandaises :
JOHS. J. PERK.
Pour le Pérou :
D. C. URREA.
Pour la Perse :
GÉNL. N. SEMINO.
Pour le Portugal et les Colonies Portugaises :
GUELHERMINO AUGUSTO DE BARROS.
Pour la Roumanie :
COLONEL A. GORJEAN.
S. DIMITRESCU.
Pour la Russie :
GÉNÉRAL DE BESACK.
A. SKALKOVSKY.
Pour le Salvador :
LOUIS KEHLMANN.
Pour la Serbie :
SVETOZAR J. GVOZDITCH.
ET. W. POPOVITCH.
Pour le Royaume de Siam :
LUANG SURIYA NUVATR.
H. KEUCHENIUS.
Pour la République Sud-Africaine :
Pour la Suède :
E. VON KRUSENSTJERNA.
Pour la Suisse :
ED. HÖHN.
C. DELESSERT.
Pour la Régence de Tunis :
MONTMARIN.
Pour la Turquie :
E. PETACCI.
A. FAHRI.
Pour l'Uruguay :
FEDERICO SUSVIELA GUARCH.
JOSE G. BUSTO.
Pour les États-Unis de Vénézuéla :
CARLOS MATZENAÚER.

Union Postale Universelle.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature des Conventions arrêtées par le Congrès postal universel de Vienne, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

I.

En dérogation à la disposition de l'article 6 de la Convention, qui fixe à 25 centimes au maximum le droit de recommandation, il est covenu que les États hors d'Europe sont autorisés à maintenir ce maximum à 50 centimes, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expediteur.

II.

En dérogation aux dispositions de l'article 8 de la Convention, il est convenu que, par mesure de transition, les Administrations des pays hors d'Europe dont la législation est actuellement contraire au principe de la responsabilité, conservent la faculté d'ajourner l'application de ce principe jusqu'au jour où elles auront pu obtenir du pouvoir législatif l'autorisation de l'introduire. Jusqu'à ce moment, les autres Administrations de l'Union ne sont pas astreintes à payer une indemnité pour la perte, dans leurs services respectifs, d'envois recommandés à destination ou provenant desdits pays.

III.

La Bolivie, le Chili, Costa Rica, la République Dominicaine, l'Equateur, Haïti, Honduras et Nicaragua, qui font partie de l'Union postale, ne s'étant pas fait représenter au Congrès, le protocole leur reste ouvert pour adhérer aux Conventions qui y ont été conclues ou seulement à l'une ou l'autre d'entre elles.

Le protocole reste également ouvert en faveur des Colonies Britanniques de l'Australasie, dont les délégués au Congrès ont déclaré l'intention de ces pays d'entrer dans l'Union postale universelle à partir du 1er Octobre 1891.

Il demeure aussi ouvert à la République Sud-Africaine, dont le délégué au Congrès a manifesté l'intention de ce pays d'adhérer à l'Union Postale universelle, en se réservant de fixer ultérieurement la date de son entrée dans cette Union.

Enfin, dans le but de faciliter aux autres pays qui sont encore en dehors de l'Union postale universelle leur entrée dans celle-ci, le protocole leur reste égalment ouvert.

IV.

Le protocole demeure ouvert en faveur des pays dont les représentants n'ont signé aujourd'hui que la convention principale ou un certain nombre seulement de Conventions arrêtées par le Congrès, à l'effet de leur permettre d'adhérer aux autres Conventions signées ce jour, ou à l'une ou l'autre d'entre elles.

V.

Les adhésions prévues à l'article III ci-dessus devront être notifiées au Gouvernement Impérial et Royal de l'Autriche-Hongrie, par les Gouvernements respectifs, en la forme diplomatique. Le délai qui leur est accordé pour cette notification expirera le 1er juin 1892.

VI.

Dans le cas où une ou plusieurs des parties contractantes aux Conventions postales signées aujourd'hui à Vienne, ne ratifieraient pas l'une ou l'autre de ces Conventions n'en sera pas moins valable pour les États qui l'auront ratifiée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même des Conventions auxquelles il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement autrichien et dont úne copie sera remise à chaque partie.

Fait à Vienne le quarte juillet mil huit cent quatre-vingt-onze.

Pour l'Allemagne et les protectorats Allemands:
dr. V. STEPHAN.
SACHSE.
FRITSCH.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
N. M. BROOKS.
WILLIAM POTTER.

Pour la République Argentine:
CÁRLOS CALVO.

Pour l'Autriche:
OBENTRAUT.
dr. HOFMANN.
dr. LILIENAU.
HABBERGER.

Pour la Hongrie:
P. HEIM.
S. SCHRIMPF.

Pour la Belgique:
LICHTERVELDE.

Pour la Bolivie:

Pour le Brésil:
LUIZ BETIM PAES LEME

Pour la Bulgarie:
P. M. MATTHEEFF.

Pour le Chili:

Pour la République de Colombie:
G. MICHELSEN.

Pour l'État Indépendant du Congo:
STASSIN.
LICHTERVELDE.
GARANT
DE CRAENE.

Pour la République de Costa-Rica:

Pour le Danemark et les Colonies Danoises:
LUND.

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Égypte:
Y.SABA.

Pour l'Équateur:

Pour l'Espangne et les Colonies Espangnoles:
FEDERICO BAS.

Pour la France:
MONTMARIN
I. DE SELVES.
ANSAULT.

Pour les Colonies Françaises :
G. GABRIÉ.
Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies Britanniques :
S. A. BLACKWOOD.
H. BUXTON FORMAN.
Pour les Colonies Britanniques d'Australasie :

Pour le Canada :

Pour l'Inde Britannique:
H. M. KISCH.
Pour la Grèce :
J. GEORGANTAS.
Pour le Guatemala :
DR. GOTTHELF MEYER.
Pour la République d'Haïti:

Pour le Royaume d'Hawaï :
EUGÈNE BOREL.
Pour la République du Honduras :

Pour l'Italie :
EMIDIO CHIARADIA.
FELICE SALIVETTO.
Pour le Japon :
INDO.
TUJITA.
Pour la République de Libéria :
BN. DE STEIN.
W. KOENTZER.
C. GOEDELT.
Pour le Luxembourg :
MONGENAST.
Pour le Mexique :
L. BRETON Y VEDRA.
Pour le Monténégro :
OBENTRAUT.
DR. HOFMANN.
DR. LILIENAU.
HABBERGER.
Pour le Nicaragua :

Pour la Norvège :
THB. HEYERDAHL.

Pour le Paraguay :

Pour les Pays Bas :
HOFSTEDE.
BARON VAN DER FELTZ.
Pour les Colonies Néerlandaises :
JOHS. J. PERK.
Pour le Pérou :
D. C. URREA.
Pour la Perse :
GÉNL. N. SEMINO.
Pour le Portugal et les Colonies Portugaises :
GUELHERMINO AUGUSTO DE BARROS.
Pour la Roumanie :
COLONEL A. GORJEAN.
S. DIMITRESCU.
Pour la Russie :
GÉNÉRAL DE BESACK.
A. SKALKOVSKY.
Pour le Salvador :
LOUIS KEHLMANN.
Pour la Serbie :
SVETOZAR J. GVOZDITCH.
ET. W. POPOVITCH.
Pour le Royaume de Siam :
LUANG SURIYA NUVATR.
H. KEUCHENIUS.
Pour la République Sud-Africaine :
Pour la Suède :

E. VON KRUSENSTJERNA.
Pour la Suisse :
ED. HÖHN.
C. DELESSERT.
Pour la Régence de Tunis:
MONTMARIN.
Pour la Turquie :
E. PETACCI.
A. FAHRI.
Pour l'Uruguay :
FEDERICO SUSVIELA GUARCH.
JOSE G. BUSTO.
Pour les États-Unis de Vénézuéla :
CARLOS MATZENAÜER.

VERTALING.

ALGEMEENE POSTVEREENIGING.

Algemeen Postverdrag

GESLOTEN TUSSCHEN

Duitschland en de Duitsche protectoraten, de Vereenigde Staten van Amerika, de Argentijnsche Republiek, Oostenrijk-Hongarije, België, Bolivia, Brazilië, Bulgarije, Chili, de Republiek Columbia, den Onafhankelijken Congo staat, de Republiek Costa-Rica, Denemarken en de Deensche koloniën, de Dominikaansche Republiek, Egypte, Ecuador, Spanje en de Spaansche koloniën, Frankrijk en de Fransche koloniën, Groot-Brittannië en verschillende Britsche koloniën, de Britsche koloniën in Australië, Canada, Britsch-Indië, Griekenland, Guatemala, de Republiek Haïti, het Koninkrijk Hawaï, de Republiek Honduras, Italië, Japan, de Republiek Liberia, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Nicaragua, Noorwegen, Paraguay, Nederland en de Nederlandsche koloniën, Peru, Perzië, Portugal en de Portugeesche koloniën, Roumanië, Rusland, Salvador, Servië, het Koninkrijk Siam, de Zuid-Afrikaansche Republiek, Zweden, Zwitserland, het Regentschap Tunis, Turkije, Urugay en de Vereenigde Staten van Venezuela.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de regeeringen der hierboven vermelde landen, in congres te Weenen bijeengekomen, hebben, krachtens art. 19 van het, den 1sten Juni 1878 te Parijs gesloten verdrag, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, gemeld Verdrag, alsmede de daartoe betrekkelijke, te Lissabon, den 21 Maart 1885 gesloten aanvullingsakte herzien, overeenkomstig de volgende bepalingen :

Artikel 1.

De landen, tusschen welke het tegenwoordig Verdrag gesloten is, alsmede die welke later tot dat Verdrag zullen toetreden, maken onder de benaming van *Algemeene Postvereeniging* een enkel postgebied uit voor de wederzijdsche uitwisseling der brieven en verdere stukken tusschen hunne postkantoren.

Artikel 2.

De bepalingen van dit Verdrag betreffen de brieven, de briefkaarten, zoowel de enkele als die met betaald antwoord, de gedrukte stukken van allerlei aard, de akten en geschreven bescheiden en de stalen van koopwaren, afkomstig uit een der landen van de Vereeniging en bestemd voor een ander dezer landen. Zij zijn insgelijks van toepassing op de uitwisseling per post van de hierbovengenoemde voorwerpen, tusschen de landen der Vereeniging en de landen die niet tot de Vereeniging

behooren, telkens wanneer deze uitwisseling de tusschenkomst van minstens twee der contracteerende partijen vereischt.

Artikel 3.

1. De postadministratiën van aangrenzende landen of die, welke, zonder de tusschenkomst van eene derde postadministratie, eene rechtstreeksche postgemeenschap met elkander kunnen onderhouden, stellen, in gemeen overleg, de voorwaarden vast voor het vervoer hunner wederzijdsche brievenmalen over de grenzen, of van de eene grens naar de andere.

2. Tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, wordt het vervoer over zee rechtstreeks tusschen twee landen, door middel van paketbooten of vaartuigen, tot een dier landen behoorende, mede als dienst, door derden bewezen, beschouwd, en dit vervoer, zoowel als dat tusschen twee kantoren van hetzelfde land, ter zee of te land door tusschenkomst van een ander land bewerkstelligd, is aan de bepalingen van het navolgende artikel onderworpen.

Artikel 4.

1. Binnen het geheele gebied der Vereeniging is vrijheid van transit gewaarborgd.

2. Dientengevolge kunnen de verschillende postadministratiën der Vereeniging wederkeerig, door tusschenkomst van eene administratie of van meerdere, zoowel gesloten brievenmalen als brieven en verdere stukken, stuksgewijze, volgens de behoeften van het verkeer en de eischen van den postdienst, aan elkander toezenden,

3. De brieven en verdere stukken, die, hetzij stuksgewijze, hetzij in gesloten brievenmalen, tusschen twee administratiën der Vereeniging, door de middelen van eene of meer andere administratiën der Vereeniging, worden gewisseld, zijn, ten voordeele van elk der landen, waarover het vervoer plaats heeft, of door de middelen waarvan in het vervoer wordt voorzien, aan de navolgende kosten van transit onderworpen, te weten:

1°. Wegens het vervoer over land, 2 franken per kilogram voor brieven of briefkaarten, en 25 centimes per kilogram voor andere voorwerpen:

2°. wegens het vervoer over zee, 15 franken per kilogram voor brieven of briefkaarten, en 1 frank per kilogram voor andere voorwerpen.

4. Hierbij is echter in acht te nemen:

1°. dat waar het vervoer thans kosteloos of op voordeeliger voorwaarden geschiedt, daarmede op denzelfden voet wordt voortgegaan, behoudens het geval, voorzien bij punt 3 hierna;

2°. dat, in de gevallen waarin de kosten van vervoer over zee thans 5 frank per kilogram voor brieven of briefkaarten en 50 centimes per kilogram voor andere voorwerpen bedragen, die prijzen behouden blijven;

3°. dat elk vervoer over zee, over eenen afstand van niet meer

dan 300 zeemijlen, kosteloos geschiedt, indien de betrokkene admidistratie reeds, wegens het vervoer over land, voor dezelfde verzendingen op de daartoe staande kosten van transit aanspraak heeft. Is dit niet het geval, zoo wordt wegens gemeld zeevervoer 2 franken per kilogram voor brieven of briefkaarten en 25 centimes per kilogram voor andere voorwerpen vergoed;

4°. dat, wanneer het vervoer over zee door twee of meer Administratiën plaats heeft, de gezamenlijke kosten van dat vervoer de som van 15 franken per kilogram voor brieven of briefkaarten en 1 frank per kilogram voor verdere voorwerpen niet mogen te boven gaan. Die kosten worden tusschen bedoelde Administratiën naar evenredigheid van de afgelegde afstanden verdeeld, tenzij daaromtrent andere beschikkingen tusschen de betrokken partijen zijn getroffen;

5°. dat de in dit artikel opgegeven prijzen niet van toepassing zijn op het vervoer door middel van diensten, ingesteld door Administratiën, die niet tot de Vereeniging behooren, noch op het vervoer binnen de Vereeniging, door middel van buitengewone diensten, uitsluitend ingesteld of in stand gehouden door eene Administratie, hetzij in het belang, hetzij op het verzoek van eene of meer andere Administratiën. In beide gevallen worden de voorwaarden van dat vervoer in gemeen overleg tusschen de betrokken Administratiën vastgesteld.

5. De kosten van transit zijn ten laste van de Administratie van het land van oorsprong.

6. De algemeene verrekening dezer kosten geschiedt naar den grondslag van opnamen, die van de 3 jaar, gedurende een tijdvak van 28 dagen in het bij artikel 20 hierachter bedoelde Reglement van uitvoering te bepalen, zullen plaats hebben.

7. Van alle kosten van vervoer over land of over zee zijn vrijgesteld de briefwisseling tusschen de Postadministratiën onderling, de antwoord-briefkaarten, die naar het land van oorsprong teruggezonden worden, de nagezonden of verkeerd gezonden stukken, de rebuten, de berichten van ontvang, de postwissels en alle andere stukken op den postdienst betrekking hebbende.

Artikel 5.

1. De porten voor het vervoer per post binnen het geheele gebied der Vereeniging, daaronder begrepen de bestelling aan de huizen der geadresseerden in de landen der Vereeniging, waar de dienst der bestelling is of later mocht worden geregeld, worden vastgesteld:

1°. voor de brieven, op 25 centimes, in geval van frankeering, en op het dubbele daarvan, in het tegenovergestelde geval voor elken brief en voor elk gewicht van 15 grammen of gedeelte van 15 grammen;

2°. voor de briefkaarten, op 10 centimes voor de enkele kaart of voor elk der twee deelen van de briefkaart met betaald antwoord.

De ongefrankeerde briefkaarten worden belast met het port der ongefrankeerde brieven.

3°. voor de gedrukte stukken van allerlei aard, de akten en geschreven bescheiden en de stalen van koopwaren, op 5 centimes voor elk voorwerp of pakket, van een afzonderlijk adres voorzien, en voor elk gewicht van 50 grammen of gedeelte van 50 grammen, mits dat voorwerp of pakket geen brief bevat, noch eenige schriftelijke aanwijzing, die het karakter bezit van eene briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard. Het moet voorts in dier voege zijn ingepakt, dat een onderzoek van den inhoud gemakkelijk kan geschieden.

Het port der akten en geschreven bescheiden mag niet minder zijn dan 25 centimes en dat der stalen van koopwaren niet minder dan 10 centimes voor elke verzending.

2. Boven de in de voorafgaande paragrafen vastgestelde porten kan worden geheven:

1°. voor elke verzending, waarvoor een zee-transit van 15 franken der kilogram voor brieven of briefkaarten, en 1 frank per kilogram voor andere voorwerpen is verschuldigd, en in elk verkeer, waarop die transitkosten van toepassing zijn, een gelijk verhoogd port van hoogstens 25 centimes per enkel port voor brieven, 5 centimes voor briefkaarten en 5 centimes per 50 grammen of gedeelte van 50 grammen voor andere voorwerpen;

2°. voor elk voorwerp, waarvan het vervoer geschiedt door middel van diensten, ingesteld door Administratiën, die niet tot de Vereeniging behooren, of, binnen de Vereeniging, door middel van buitengewone diensten, waarvoor afzonderlijke kosten moeten worden vergoed, een verhoogd port naar evenredigheid van die kosten.

3. Bij ontoereikende frankeering wordt wegens alle voorwerpen in het postverkeer, van de geadresseerden een port van tweemaal het ontbrekende bedrag geheven, maar niet te boven gaande het port, dat in het land van bestemming op de ongefrankeerde brieven en verdere voorwerpen van denzelfden aard, hetzelfde gewicht en denzelfden oorsprong, verschuldigd is.

4. Andere voorwerpen dan brieven en briefkaarten moeten ten minste gedeeltelijk gefrankeerd zijn.

5. In pakketten met stalen van koopwaren mogen zich geen voorwerpen bevinden die handelswaarde bezitten; zij mogen niet meer dan 250 grammen wegen, noch grootere afmetingen hebben dan 30 centimeters in de lengte, 20 in de breedte en 10 in de hoogte, of, in eene rol samengevoegd, 30 centimeters in de lengte en 15 centimeters middellijn. De betrokken Administratiën kunnen echter voor hare weder-

zijdsche verzendingen, in gemeen overleg, hoogere maxima voor gewicht of afmetingen dan de hierboven vastgestelde, aannemen.

6. De akten of geschreven bescheiden en de drukwerken mogen niet meer dan 2 kilogrammen wegen, noch langs een hunner zijden grootere afmetingen hebben dan van 45 centimeters. Zij kunnen echter voor het vervoer met de post in den vorm eener rol worden toegelaten, wanneer de middellijn niet meer dan 10 centimeters en de lengte niet meer dan 75 centimeters bedraagt.

Artikel 6.

1. De in artikel 5 genoemde voorwerpen kunnen aangeteekend verzonden worden.

2. Voor elke aangeteekende verzending is door den afzender verschuldigd:

1°. de gewone prijs van frankeering, naar den aard der verzending;

2°. een vast aanteekengeld van hoogstens 25 centimes, daaronder begrepen het aan den afzender uit te reiken bewijs van de ter post bezorging.

3. De afzender van een aangeteekend voorwerp kan een bericht van ontvang van dat voorwerp bekomen, tegen vooruitbetaling van een vast recht van hoogstens 25 centimes.

Artikel 7.

1. Er kunnen aangeteekende stukken met verrekening, tot een bedrag van 500 franken, worden verzonden in het verkeer tusschen de landen, wier administratiën overeenkomen dezen dienst in te voeren. Deze voorwerpen zijn aan de voorwaarden en het tarief der aangeteekende stukken onderworpen.

2. Het van den geadresseerde ingevorderde bedrag moet aan den afzender door middel van een postwissel worden overgemaakt, na aftrek van het recht der gewone postwissels en van een recht van invordering van 10 centimes.

Artikel 8.

1. Wanneer een aangeteekend stuk verloren gaat, het geval van overmacht uitgezonderd, heeft de afzender, of, op diens verzoek, de geadresseerde recht op eene schadeloosstelling van 50 francs.

2. De verplichting tot betaling der schadeloosstelling rust op de Administratie, waaronder het afzendend kantoor behoort. Deze Administratie heeft verhaal op de verantwoorlijke Administratie, namelijk die, op het grondgebied of in den dienst, waarvan het verlies heeft plaats gehad.

3. Tot het tegendeel is bewezen, rust de verantwoordelijkheid op de Administratie, die het stuk, zonder aanmerking te maken, ontvangen heeft, en noch de uitreiking aan den geadresseerde, noch, indien hiertoe aanleiding bestaat, de regelmatige verzending aan de verder gelegen Administratie kan bewijzen. Wat de poste- restante zendingen betreft, houdt

de verantwoordelijkheid op bij de uitreiking aan een persoon, die, volgens de in het land van bestemming bestaande bepalingen, de overeenstemming van zijnen naam en zijne qualiteit met de aanwijzingen op het adres heeft doen blijken.

4. De betaling van de schadeloosstelling door het afzendend Officie moet zoo spoedig mogelijk geschieden en, uiterlijk binnen een jaar, te rekenen van den dag waarop de aanvrage is ingekomen. Het verantwoordelijk Officie is gehouden aan het afzendend Officie onmiddellijk het bedrag van de door dit Officie betaalde schadeloosstelling terugtebetalen. Indien het verantwoordelijk Officie het afzendend Officie heeft doen weten dat betaling is achterwege te laten, moet het aan laatstgemeld Officie de kosten, uit de niet-betaling voortvloeiende, vergoeden.

5. Er is overeengekomen, dat de aanvraag alleen geldig is, indien zij binnen een jaar, te rekenen van den dag waarop het aangeteekend stuk ter post is bezorgd, wordt ingediend; is die tijd verloopen, dan heeft de aanvrager geen recht op eenige schadeloosstelling.

6. Indien het verlies heeft plaats gehad, zonder dat het mogelijk is te bepalen op welk grondgebied het feit heeft plaats gehad, dragen de betrokken Administratiën de schade, ieder voor een gelijk deel.

7. De verantwoordelijkheid der Administratiën houdt op, zoodra de rechthebbenden de aangeteekende stukken tegen ontvangbewijs hebben in ontvang genomen.

Artikel 9.

1. De afzender van een brief of eenig ander stuk kan dit terugvorderen of het adres doen wijzigen, zoolang daarvan geene uitreiking aan den geadresseerde is geschied.

2. Het te dien einde in te dienen verzoek wordt per post of per telegraaf overgebracht, op kosten van den afzender, die daarvoor heeft te betalen:

1°. voor elk verzoek per post, het port voor een aangeteekenden brief van enkel gewicht;

2°. voor elk verzoek per telegraaf, de seinkosten volgens het gewone tarief.

3. De bepalingen van dit artikel zijn niet verplichtend voor die landen, wier wetgeving den afzender niet toelaat over een reeds verzonden brief of ander stuk te beschikken.

Artikel 10.

Die landen der Vereeniging, welke niet de frank voor munteenheid hebben, stellen hunne porten in hunne eigene munt vast op het bedrag, het naastbijkomende aan de bij de voorgaande artikelen 5 en 6 bepaalde prijzen. Zij zijn bevoegd de breuken in ronde getallen te herleiden, overeenkomstig de tabel, opgenomen in het bij art. 20 van het tegenwoordig Verdrag bedoelde Reglement van uitvoering.

Artikel 11.

1. De frankeering van alle verzendingen zonder ondescheid mag niet anders geschieden dan met postzegels, die in het land van oorsprong voor de frankeering der brieven en verdere stukken door particulieren worden gebruikt. Evenwel worden insgelijks als voldoende gefrankeerd beschouwd de antwoordbriefkaarten, voorzien van postzegels van het land, dat deze kaarten heeft uitgegeven.

2. De officieele brieven en verdere stukken betrekkelijk den postdienst, tusschen de postadministratiën gewisseld wordende, genieten alleen portvrijdom, en zijn dus van de bovengemelde verplichting vrijgesteld.

3. De brieven en verdere stukken, in volle zee in de bus van een paketboot gedaan of aan de scheepsgezagvoerders ter hand gesteld, kunnen worden gefrankeerd met postzegels en volgens het tarief van het land waartoe die paketboot behoort of in den dienst waarvan zij staan. Indien de bezorging aan boord plaats heeft gedurende het oponthoud aan eene der eindstations, of op eene tusschenliggende aanlegplaats, is de frankeering dan alleen geldig, wanneer zij geschiedt door middel van postzegels en volgens het tarief van het land, in welks wateren de paketboot zich bevindt.

Artikel 12.

1. Elke Administratie behoudt ten haren voordeele alle porten en rechten, die zij krachtens de voorafgaande artikelen 5, 6, 7, 10 en 11 heeft geheven, behalve de vergoeding, verschuldigd voor de postwissels, bedoeld bij artikel 7, paragraaf 2.

2. Dientengevolge heeft daarvan geen afrekening tusschen de verschillende Administratiën der Vereeniging plaats, behoudens de vergoeding, bedoeld bij paragraf 1 van dit artikel.

3. De brieven en verdere stukken kunnen noch in het land van oorsprong, noch in dat van bestemming, wegens hunne verzending per post, met eenig ander port of recht hoegenaamd, dan bij bovengenoemde artikelen is bepaald, ten laste van de afzenders of van de geadresseerden worden belast.

Artikel 13.

1. De brieven en alle andere stukken worden in die landen der Vereeniging, welke zich in hun onderling verkeer met dien dienst wenschen te belasten, op verzoek der afzenders door een bijzonderen bode, onmiddellijk na aankomst, ten huize van de geadresseerden uitgereikt.

2. Deze "expresse-zendingen" zijn onderworpen aan een bijzonder port voor de bezorging ten huize van den geadresseerde. Het zal 30 centimes bedragen en moet door den afzender boven het gewone port, ten volle en vooraf betaald

worden. Het blijft ten voordeele van de Administratie van het land van oorsprong.

3. Indien de zending bestemd is voor eene lokaliteit, waar geen postkantoor bestaat, kan de Administratie van het land van bestemming een aanvullingsport heffen tot een bedrag, gelijk aan het port dat in het binnenlandsch verkeer voor expresse-bestellingen is vastgesteld, na aftrek van het recht, dat door den afzender betaald is, of van het daarmede overeenstemmend bedrag in de munt van het land, dat aanvullingsport heft.

4. De expresse-brieven en andere stukken, waarvoor het vooruit te betalen port en recht niet volledig voldaan is, worden door de gewone middelen besteld.

Artikel 14.

1. Wegens de binnen het gebied der Vereeniging met nader adres verzonden voorwerpen wordt geen nieuw port geheven.

2. Wegens de in rebut gevallen stukken kan geen teruggaaf worden gevorderd van de kosten van vervoer, die voor de vroegere verzending der bedoelde stukken aan de betrokken Administratiën zijn vergoed.

3. Voor de ongefrankeerde brieven en briefkaarten en de onvoldoend gefrankeerde stukken van allerlei aard, die ten gevolge van nader adres of als rebut naar het land van oorsprong worden teruggezonden, is door de geadresseerden of de afzenders hetzelfde port verschuldigd als voor gelijke stukken, rechtstreeks van het land van eerste bestemming naar het land van oorsprong gezonden.

Artikel 15.

1. Er kunnen gesloten brievenmalen worden gewisseld tusschen de postkantoren van een der contracteerende landen en de bevelhebbers van eskaders of oorlogschepen van dat land, die zich in den vreemde ophouden en zulks door middel van door andere landen ingestelde diensten te land en te water.

2. De stukken van allerlei aard in die brievenmalen gesloten, moeten uitsluitend zijn gericht aan of afkomstig zijn van de officieren en de verdere bemanning der schepen die de brievenmalen ontvangen of verzenden; de tarieven en de voorwaarden van verzending, daarop toepasselijk, worden door de Postadministratie van het land waartoe de schepen behooren, volgens hare eigene reglementaire bepalingen vastgesteld.

3. Tenzij daaromtrent tusschen de belanghebbende Officiën anders is overeengekomen, is het Postofficie, dat de hierbedoelde brievenmalen verzendt of ontvangt, aan de tusschenliggende Officiën transit verschuldigd, overeenkomstig de bepalingen van art. 4.

Artikel 16.

1. Geene verzending vindt plaats:

a. van akten en geschreven bescheiden, van stalen van koopwaren en van drukwerken, die niet ten minste gedeeltelijk gefrankeerd zijn of die niet in dier voege zijn ingepakt, dat een onderzoek naar den inhoud gemakkelijk kan geschieden;
b. van stukken van denzelfden aard, die de grenzen van gewicht en afmeting, bij art. 5 bepaald, overschrijden;
c. van stalen van koopwaren, die handelswaarde bezitten.

2. In voorkomende gevallen worden de bij de voorafgaande paragraaf bedoelde stukken volgens den stempel naar het kantoor van oorsprong teruggezonden en zoo mogelijk weder aan den afzender uitgereikt.

3. Het is verboden:

1°. met de post te verzenden:
a. stalen van koopwaren en andere stukken, die, door hunnen aard, gevaar voor de postambtenaren kunnen opleveren of welke de brieven en andere stukken aan verontreiniging of beschadiging zouden kunnen blootstellen;
b. ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen; dieren en insekten, levend of dood, behoudens de uitzonderingen in het Reglement van uitvoering vastgesteld.

2°. in gewone of aangeteekende stukken in te sluiten:
a. in omloop zijnde muntstukken;
b. voorwerpen, welke aan in- of uitvoerrechten onderhevig zijn;
c. gouden of zilveren voorwerpen, edelgesteenten, juweelen of andere kostbaarheden, doch alleen in het geval dat de insluiting of verzending der genoemde voorwerpen volgens de wetgeving der betrokken landen verboden is.

4. De voorwerpen, vallende onder de verbodsbepalingen van de voorafgaande paragraaf 3 en die ten onrechte ter verzending mochten zijn toegelaten, moeten aan het kantoor van oorsprong worden teruggezonden, behoudens het geval dat de Administratie van het land van bestemming, volgens hare wetgeving of reglementen, gerechtigd ware er anders over te beschikken.

5. Buitendien blijft onverkort het recht der Regeering van elk land der Vereeniging om op haar grondgebied geen verzending of uitreiking te doen plaats hebben, zoowel van voorwerpen, tegen verminderd port toegelaten, waaromtrent niet is voldaan aan de wetten, verordeningen of besluiten, die hunne uitgifte of verspreiding in dat land regelen, als van brieven en verdere stukken van allerlei aard, welke op in het oog vallende wijze zijn voorzien van opschriften, teekeningen enz., die bij de in dat land van kracht zijnde wettelijke of administratieve voorschriften zijn verboden.

Artikel 17.

1. De Officiën der Vereeniging, die betrekkingen onderhouden met landen buiten de Vereeniging, staan aan alle

andere Officiën der Vereeniging toe van die betrekkingen gebruik te maken voor de uitwisseling van brieven en verdere stukken met de bedoelde landen.

2. De brieven en verdere stukken, die een land der Vereeniging en een land buiten de Vereeniging elkander door tusschenkomst van een ander land der Vereeniging *stuksgewijze* toezenden, zijn, wat het vervoer buiten de grenzen der Vereeniging betreft, te behandelen overeenkomstig de verdragen, schikkingen en bijzondere bepalingen, welke het postverkeer tusschen laatstbedoeld land en het land buiten de vereeniging regelen.

3. Wat de kosten van transit binnen het gebied der Vereeniging betreft, worden de brieven en verdere stukken, afkomstig uit of bestemd voor een land buiten de Vereeniging, gelijk gesteld met die van of voor het land der Vereeniging, dat de betrekkingen met het eerstgemelde land onderhoudt.

4. Wat kosten van transit buiten de grenzen der Vereeniging betreft, worden de brieven en verdere stukken, bestemd voor een land buiten de Vereeniging, ten behoeve van het land der Vereeniging dat de betrekkingen met het land buiten de Vereeniging onderhoudt, aan de volgende kosten van transit onderworpen, te weten:

a. voor het vervoer over zee buiten de Vereeniging, 20 franken per kilogram voor brieven of briefkaarten, en 1 frank per kilogram voor andere stukken.

b. voor het vervoer over land buiten de Vereeniging, in voorkomende gevallen de, door het land der Vereeniging dat de betrekkingen met het tusschenbeide gelegen land buiten de Vereeniging onderhoudt, opgegeven kosten van transit.

5. Wanneer het vervoer over zee door twee of meer Administratiën plaats heeft, mogen de gezamenlijke kosten van dat vervoer, binnen het gebied der Vereeniging en daarbuiten, de som van 20 franken per kilogram voor brieven of briefkaarten, en 1 frank per kilogram voor verdere stukken, niet te boven gaan. Die kosten worden tusschen bedoelde Administratiën naar evenredigheid van de afgelegde afstanden verdeeld, tenzij daaromtrent andere schikkingen tusschen de betrokken partijen zijn getroffen.

6. De bovenbedoelde kosten van transit buiten de Vereeniging zijn ten laste van de Administratie van het land van oorsprong. Daaraan zijn onderworpen zoowel de brieven en verdere voorwerpen, die stuksgewijze, als die welke in gesloten brievenmalen worden verzonden. Wanneer echter gesloten brievenmalen worden gezonden door een land der Vereeniging, bestemd voor een land buiten de Vereeniging, of door een land buiten de Vereeniging, bestemd voor een land der

Vereeniging, behoort vooraf omtrent de wijze van betaling der kosten van transit tusschen de belanghebbende Administratiën te worden overeengekomen.

7. De geheele verrekening der kosten van transit, wegens de brieven en verdere stukken, die een land der Vereeniging en een land buiten de Vereeniging elkander, door tusschenkomst van een ander land der Vereeniging, toezenden, geschiedt naar den grondslag van statistieke opnamen, die te gelijkertijd met die, krachtens art. 4 voor de berekening van het transit binnen de Vereeniging gehouden wordende, zullen plaats vinden.

8. De porten, door een land der Vereeniging te heffen op brieven en andere stukken, bestemd voor of afkomstig van een land buiten de Vereeniging, en door tusschenkomst van een ander land der Vereeniging verzonden wordende, mogen in geen geval minder bedragen dan volgens het gewone tarief der Vereeniging verschuldigd is. Deze porten blijven geheel ten voordeele van het land dat ze heft.

Artikel 18.

De hooge contracteerende partijen verbinden zich de noodige maatregelen te nemen, of aan de wetgevende macht van hun land voor te stellen, dat straffen worden gesteld op het frauduleus gebruik van nagemaakte of reeds gebruikte postzegels, dienende tot het frankeeren van brieven en andere stukken. Zij verbinden zich mede de noodige maatregelen te nemen, of aan de wetgevende macht van hun land voor te stellen, om de frauduleuse vervaardiging, den verkoop, het rondventen of verspreiden van vignetten en zegels, bij den postdienst in gebruik, die op zoodanige wijze vervalscht of nagemaakt zijn dat zij met de door de Administratie van een der landen der Vereeniging uitgegeven vignetten en zegels eene sterke overeenkomst vertoonen, te verbieden en teden te gaan.

Artikel 19.

De uitwisseling van brieven en doozen met aangegeven geldswaarde, alsmede van postwissels, van voorwerpen der paketpost, van intevorderen waarden, van identiteitsboekjes, van abonnementen op dagbladen, enz., maakt het onderwerp uit van bijzondere schikkingen tusschen de verschillende landen of groepen van landen der Vereeniging.

Artikel 20.

1. De Postadministratiën van de verschillende tot de Vereeniging behoorende landen zijn bevoegd om, in gemeen overleg, door middel van een Reglement van uitvoering, alle maatregelen van orde en van ondergeschikten aard vast te stellen, die noodig geoordeeld zullen worden.

2. Die Administratiën kunnen bovendien onder elkander de noodige schikkingen maken omtrent onderwerpen, die niet

de Vereeniging in haar geheel betreffen, mits die schikkingen niet met de beginselen van het tegenwoordig Verdrag in strijd zijn.

3. Het staat nochtans aan de belanghebbende Administratiën vrij, zich onderling te verstaan, omtrent het heffen van een verlaagd port binnen een kring van 30 kilometers.

Artikel 21.

1. Het tegenwoordig Verdrag laat de wetgeving in elk land onaangeroerd, voor zooveel betreft de onderwerpen, waarin door dit Verdrag niet is voorzien.

2. Het recht der contracteerende partijen tot het handhaven en sluiten van verdragen, noch dat om kleinere vereenigingen in stand te houden of in het leven te roepen, een en ander met het doel om in het postverkeer verbeteringen aan te brengen, wordt evenmin door dit Verdrag beperkt.

Artikel 22.

1. Het onder den naam van *Internationaal Bureel van de Algemeene Postvereeniging* ingesteld centraal officie, onder het hooge toezicht van de Zwitsersche postadministratie, wordt in stand geh uden, met bepaling dat de kosten daarvan door alle Administratiën der Vereeniging zullen gedragen worden.

2. Dit Bureel blijft belast met het opvragen, verzamelen, uitgeven en rondzenden van de berichten van allerlei aard, die voor het internationaal postverkeer belangrijk zijn: met het uitbrengen van advies in zaken van verschil, wanneer de betrokken partijen zulks verlangen; met de voorbereidende behandeling van voorstellen tot wijziging der akten van het Congres uitgegaan; met het mededeelen der tot stand gebrachte wijzigingen, en in het algemeen met het onderzoeken en in behandeling nemen van alle onderwerpen, waarmede het in 't belang der Postvereeniging mocht gemoeid worden.

Artikel 23.

1. In geval van verschil tusschen twee of meer leden der Vereeniging, omtrent de uitlegging van het tegenwoordig Verdrag of omtrent de verantwoordelijkheid van eene Administratie, bij verlies van eene aangeteekende zending, wordt het punt in geschil door scheidsrechters uitgemaakt. Tot dat einde kiest ieder der betrokken Administratiën een ander lid der Vereeniging, dat bij de zaak geen rechtstreeksch belang heeft.

2. De scheidsrechters beslissen bij volstrekte meerderheid van stemmen.

3. Wanneer de stemmen staken, kiezen de scheidsrechters, tot oplossing van het geschil, eene andere Administratie, die insgelijks bij de zaak geen belang heeft.

4. De bepalingen van dit artikel zijn insgelijks van toepassing op alle overeenkomsten, gesloten krachtens art. 19 hiervoren.

Artikel 24.

1. De landen die het tegenwoordig Verdrag niet hebben onderteekend, zullen, op hun verzoek, daaraan alsnog kunnen toetreden.

2. Die toetreding wordt, langs den diplomatieken weg, aan de Regeering van den Zwitserschen Bond en, door die Regeering, aan alle andere landen der Vereeniging medegedeeld.

3. Zij brengt, rechtens, goedkeuring van alle bepalingen van dit verdrag en het genot van alle daaraan verbonden voordeelen, mede.

4. De Regeering van den Zwidserschen Bond bepaalt, in gemeen overleg met de Regeering van het betrokken land, het aandeel dat door de Administratie van laatstbedoeld land in de kosten van het International Bureel moet worden bijgedragen, en zoo noodig, in verband met art. 10 hiervoren, de porten door die Administratie te heffen.

Artikel 25.

1. Tot het beleggen van een congres van gevolmachtigden der contracteerende landen, dan wel van eene eenvoudige administratieve conferentie al naar gelang van het gewicht der op te lossen vraagstukken, wordt overgegaan, wanneer het verzoek daartoe wordt gedaan of goedgekeurd door minstens twee derden der Regeeringen of Administratiën, al naar omstandigheden.

2. In elk geval wordt minstens eenmaal in de vijf jaren een congres gehouden.

3. Ieder land kan zich doen vertegenwoordigen, hetzij door een of meer gedelegeerden, hetzij door de delegatie van een ander land. Evenwel kan de delegatie van een land slechts belast worden met de vertegenwoordiging van twee landen, dat, hetwelk zij rechtstreeks vertegenwoordigt, daaronder begrepen.

4. Wat de beraadslagingen betreft, heeft elk land een enkele stem.

5. Ieder congres bepaalt de plaats van samenkomst van het eerstvolgend congres.

6. De plaatsen tot het houden van conferentiën worden door de Administratiën, op voorstel van het internationaal Bureel, aangewezen.

Artikel 26.

1. Gedurende den tijd die tusschen de samenkomsten verloopt, heeft iedere Postadministratie van een land der Vereeniging het recht om aan de andere Administratiën der Vereeniging, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen betreffende de voor de Vereeniging geldende bepalingen te doen.

2. Elk voorstel wordt op de volgende wijze behandeld:

Een tijdsverloop van vijf maanden wordt aan de Administratiën der Vereeniging gelaten om de voorstellen te onderzoeken en aan het Internationaal Bureel hare opmerkingen, amendementen of tegenvoorstellen te doen toekomen. Het Internationaal Bureel verzamelt de antwoorden en deelt ze aan de Administratiën mede, met uitnoodiging hare stem uit te brengen. Zij, die binnen zes maanden, te rekenen van den datum van de tweede circulaire van het Internationaal Bureel, waarbij haar de gemaakte opmerkingen zijn medegedeeld, hare stem niet hebben doen kennen, worden aangemerkt, als zich te onthouden.

3. Om echter ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten die voorstellen op zich vereenigen, te weten:

1°. Alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe artikelen of eene wijziging betreffen van dit artikel en van de voorafgaande artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15 en 18;

2°. Twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging betreffen van andere bepalingen van het Verdrag dan die van de artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15, 18 en 26;

3°. de eenvoudige volstrekte meerderheid, wanneer zij de uitlegging der bepalingen van het Verdrag betreffen, behoudens het geval van verschil, voorzien bij art. 23 hiervoren.

4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd, in de beide eerste gevallen, door eene diplomatieke verklaring, door de Regeering van den Zwitserschen Bond op te maken en aan alle Regeeringen der contracteerende landen toe te zenden, en in het derde geval, door eene eenvoudige mededeeling door het Internationaal Bureel aan alle Administratiën der Vereeniging.

5. De aangenomen wijzigingen of besluiten mogen niet eerder dan minstens twee maanden na hunne afkondiging worden ten uitvoer gelegd.

Artikel 27.

Bij de toepassing van de artikelen 22, 25 en 26 hiervoren worden, als uitmakende een enkel land, of naar omstandigheden eene enkele Administratie, beschouwd:

1°. Het Britsch-Indische Rijk;
2°. Het Gebied (Dominion) van Canada;
3°. de gezamenlijke britsche koloniën van Australië;
4°. de gezamenlijke deensche koloniën;
5°. de gezamenlijke spaansche koloniën;
6°. de gezamenlijke fransche koloniën;
7°. de gezamenlijke nederlandsche koloniën;
8°. de gezamenlijke portugeesche koloniën.

Artikel 28.

Het tegenwoordig Verdrag treedt in werking op den 1sten Juli 1892 en blijft voor onbepaalden tijd van kracht; maar el-

ke contracteerende partij heeft het recht uit de Vereeniging te treden, mits van het voornemen daartoe een jaar te voren door hare Regeering aan de Regeering van den Zwitserschen Bond worde kennis gegeven.

Artikel 29.

1. Te rekenen van den dag, waarop het tegenwoodig Verdrag in werking treedt, komen alle bepalingen der verdragen, overeenkomsten of andere akten, te voren tusschen de verschillende landen of Administratiën gesloten, te vervallen, voor zoover zij met het tegenwoordig Verdrag niet overeenstemmen, en onverminderd de bij art. 21 hierboven voorbehouden rechten.

2. Het tegenwoordig Verdrag wordt zoodra mogelijk geratificeerd. De akten van ratificatie zullen te Weenen worden uitgewisseld.

3. In oirkonde hiervan hebben de gevolmachtigden der hierboven genoemde landen het tegenwoordig Verdrag te Weenen op den vierden Juli achttien honderd een en negentig onderteekend.

(*Volgen de onderteekeningen.*)

VERTALING.

ALGEMEENE POSTVEREENIGING.

SLOT-PROTOCOL.

Willende overgaan tot de onderteekening van de Verdragen, door het Algemeen Postcongres van Weenen vastgesteld, zijn de ondergeteekende gevolmachtigden omtrent het navolgende overeengekomen :

I.

Met afwijking van de bepaling van art. 6 van het Verdrag, waarbij het maximum van het recht van aanteekening op 25 centimen is vastgesteld, wordt overeengekomen, dat de Staten buiten Europa dit maximum op 50 centimen kunnen blijven vaststellen, daaronder begrepen het aan den afzender uit te reiken bewijs van de ter post bezorging.

II.

Met afwijking van de bepalingen van art. 8 van het Verdrag, wordt overeengekomen, dat als maatregel van overgang, aan de Administratiën der landen buiten Europa, in wier wetgeving het beginsel der aansprakelijkheid nog niet is opgenomen, wordt toegestaan, om de toepassing van dat beginsel, uit te stellen, tot dat zij van de Wetgevende Macht de machtiging daartoe zullen hebben verkregen. Tot zoolang zijn de andere Administratiën der Vereeniging niet gehouden eene schadeloosstelling te betalen voor het verlies, in hunne dienst

van aangeteekende stukken, bestemd naar of afkomstig van de bedoelde landen.

III.

Voor Bolivia, Chili, Costa-Rica, de Dominicaansche Republiek, Ecuador, Haïti, Honduras en Nicaragua, die hoewel tot de Postvereeniging behoorende, zich niet op het Congres hebben doen vertegenwoordigen, blijft het protocol geopend voor het toetreden tot de Verdragen, die aldaar gesloten zijn, dan wel tot slechts een of meer dier Verdragen.

Het protocol blijft insgelijks geopend ten behoeve van de Britsche koloniën van Australië, wier afgevaardigden ten Congresse het voornemen dier landen hebben kenbaar gemaakt, om met ingang van 1 October 1891 tot de Algemeene Postvereeniging toe te treden.

Het blijft almede open voor de Zuid-Afrikaansche Republiek, wier afgevaardigde ten Congrese het voornemen van dat land heeft geopenbaard, om tot de Algemeene Postvereeniging toe te treden, onder voorbehoud, van later het tijdstip harer toetreding tot die Vereeniging te bepalen.

Eindelijk blijft het protocol ook opengesteld voor de landen buiten de Algemeene Postvereeniging, ten einde hunne toetreding tot die Vereeniging te vergemakkelijken.

IV.

Het protocol blijft open ten behoeve van de landen, wier vertegenwoordigers heden alleen het Hoofdverdrag of een zeker aantal van de door het Congres vastgestelde Verdragen hebben onderteekend, ten einde hun de gelegenheid te geven, tot alle, of een of meer der andere, heden onderteekende Verdragen, toe te treden.

V.

Van de toetredingen, bij art. III hiervoren bedoeld, moet door de betrokken Regeeringen, langs den diplomatieken weg, aan de Keizerlijke en Koninklijke Regeering van Oostenrijk-Hongarije worden kennis gegeven. De voor deze kennisgeving toegestane termijn vervalt den 1sten Juni 1892.

VI.

Ingeval eene of meer der contracteerende partijen deze of gene der heden te Weenen onderteekende Verdragen niet mochten ratificeeren, is dat Verdrag niettemin geldig voor de Staten, die het wel hebben geratificeerd.

In oirkonde hiervan hebben de hieronder vermelde gevolmachtigden het tegenwoordige slot-protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde heeft alsof de bepalingen, daarin vervat, in den tekst der Verdragen zelfs, waarop het betrekking heeft, waren opgenomen, en hebben zij het in simplo onderteekend; zullende dit stuk in de archieven van de Oostenrijksche Regeering worden nedergelegd, en in afschrift aan ieder der betrokken partijen worden ter hand gesteld.

Gedaan te Weenen, den vierden Juli achttienhonderd een en negentig.

(*Volgen de onderteekeningen.*)